

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F; 6 mois : 25 F
p.li fermé : 80 F et 40 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 331
LE NUMERO : 2 F 50
20 FB - 1 FS
du 6 au 19 mars 1981

Campagne électorale sous le signe du chômage

Inflation de promesses électorales

Les élections en régime bourgeois ne sont qu'une manière de décider périodiquement « quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds les intérêts du peuple au parlement ».

Cette remarque de Marx est bien à mettre au nombre des « paroles oubliées » du marxisme, du fait de la domination du réformisme social-impérialiste sur la classe ouvrière.

En réalité, le rôle mystificateur des élections est

Giscard et son « meilleur économiste de France », tout d'abord. Ils viennent de prendre des mesures pour « défendre l'emploi » : développement des contrats d'emploi-formation pour les jeunes, c'est-à-dire du droit des patrons de licencier plus facilement les jeunes embauchés à des conditions plus précaires; développement du temps partiel, c'est-à-dire meilleur étalement du chômage et de la baisse du pouvoir d'achat sur la masse des travailleurs; utilisation nouvelle du chômage partiel, c'est-à-dire plus grande facilité pour les entreprises de se débarrasser de personnel excédentaire pour des raisons conjoncturelles; développement de la pré-retraite, c'est-à-dire licenciement « volontaire » des vieux travailleurs avec 70 % seulement de leur salaire antérieur.

L'effet sur l'emploi de ces mesures, qui aggravent la situation de la classe ouvrière, sera d'ailleurs tellement limité que Barre lui-même a lâché, qu'elles étaient destinées à « créer ou sauvegarder 200.000 emplois en 1981 » ! Prolétaires, nous vous promettons des emplois ou pas d'emplois ! A ce niveau, les promesses sont, il est vrai, bien peu alléchantes ! A l'opposition dans

la majorité, donc, et à l'opposition tout court, de combler cette lacune de la politique bourgeoise, gênée par la crise, en rivalisant de démagogie...

Pour Chirac, les économies draconiques sur le budget, la réduction du nombre des fonctionnaires et la diminution de la fiscalité vont doper l'esprit d'entreprise, relancer la production et donc permettre d'éponger le chômage, naturellement à condition que la France exporte davantage...

Un problème cependant : tout le monde fait de même, alors que le marché est saturé... Mais passons ! Autre chose. Le dirigeant fraîchement repenti sait bien que même des partisans du néo-libéralisme de Reagan sont sceptiques sur les effets de cette « revitalisation » de l'offre productive : s'il venait en effet l'idée aux entreprises d'utiliser le somptueux cadeau qui leur est fait pour rembourser leurs dettes au lieu d'investir ? Ce serait la catastrophe, dit-on en coulisse, une aggravation de la crise, et donc du chômage, mais, chut !... Et cette hypothèse n'est pas si absurde. Pour investir, il ne suffit pas que les capitalistes aient beau-

encore plus grand depuis que la classe bourgeoise est parvenue à faire participer massivement à l'Etat les « représentants » de la classe ouvrière, les faux partis « ouvriers », qui mènent en réalité une politique tout à fait bourgeoise et conservatrice. Les présidentielles de 1981 ne viendront surtout pas démentir cette affirmation. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir comment les candidats se prononcent les uns et les autres sur ce qu'ils appellent « la priorité des priorités », c'est-à-dire « le problème de l'emploi ».

coup d'argent, il faut encore qu'ils trouvent la foi en l'avenir... du profit, ce qui n'est pas aisé par les temps qui courent,

DANS CE NUMERO

- Pour la politique communiste révolutionnaire !
- Les trotskystes en campagne.
- Le PCF et Montigny.
- Sur la révolution aux Antilles.
- Dans les QHS.

même en menant la classe ouvrière avec le fouet du cow-boy !

Mitterrand, lui aussi, y met son grain de sel : relance des investissements (mais à qui vendre ?), « partage du travail », cette « belle idée » suggérée par une génération de « gauchistes » impatientes, qui ne peut signifier sur le plan du capitalisme que partage des sacrifices entre les ou-

(Suite page 2.)

Mineurs anglais :

Un exemple à suivre !

Les mineurs anglais menacés par les restructurations ont donc réussi à faire reculer l'Etat. Les priorités économiques sacrées, les exigences de la concurrence, les serments d'inflexibilité n'ont pas empêché la « Dame de fer » de céder à leurs principales revendications : la fermeture des puits est suspendue, et les licenciements ne seront pas appliqués, au moins pour le moment.

Pour obtenir ces résultats, les mineurs n'ont pas concocté, à coups d'ordinateurs, les meilleurs « plans industriels » de rechange. Ils n'ont pas promis d'apporter leur contribution au salut de l'Angleterre. Ils n'ont pas demandé le droit pour les syndicats de cogérer les licenciements. Ils n'ont pas attendu qu'un gouvernement de gauche donne, comme dirait la LCR, un « élan aux luttes ». Ils n'ont pas non plus signé, comme à British Leyland, d'engagement de paix sociale, ni sacrifié une partie de leurs camarades, sous le prétexte, vite apparu comme mensonger, que cela assurerait l'emploi des autres. Ils ont tout bonnement repris les « vieilles » armes de classe : la grève sans préavis, sans attendre les cérémonies d'un pseudo-arbitrage, ni la mise en application des premières mesures, comme l'avaient fait malheureusement les sidérurgistes en France en 1979.

Il est probable aussi que le gouvernement a cédé parce qu'il a dû constater que ses chiens de garde syndicaux, en particulier Gormley, le secrétaire du syndicat des mineurs, habitué des tapis verts, cible des coups de poings des ouvriers trahis et familier des félicitations de la Reine, que même ces experts-là ne seraient pas capables, cette fois, de contenir la colère de plus de cent mille mineurs, qui ont su d'emblée coordonner leur action sans la permission des bonzes.

Le succès des mineurs de Grande-Bretagne rappelle une fois de plus que si la lutte résolue n'est pas une garantie automatique de succès dans la lutte immédiate, elle est l'arme indispensable des prolétaires à qui on veut faire payer les frais de la crise.

La CFDT, « meilleur économiste de France » ?

Lorsque la bourgeoisie serre les rangs face à la crise, annonce aux ouvriers qu'ils vont devoir, « au moins pendant cinq ans » ou « pour une durée indéterminée », renoncer à l'accroissement de leur pouvoir d'achat, qu'ils devront « choisir » (qui choisit ?) entre la sécurité de l'emploi et des salaires décentés, il paraîtrait logique que des gens qui prétendent défendre la classe ouvrière appellent à serrer les rangs, à se tenir sur ses gardes et à répondre au moins aux coups. Ce n'est pas une question de haute théorie, cela relève de l'instinct de survie... Ce qui paraît au contraire urgent aux appareils syndicaux, c'est de passer encore plus ouvertement sur le terrain de l'adversaire, de lui souffler des « plans industriels », en somme de lui conseiller d'autres épices pour la sauce à laquelle les prolétaires devraient, de toute façon, être mangés.

La CGT a proclamé depuis longtemps sa volonté de jouer ce rôle de meilleur défenseur de l'industrie française. Aujourd'hui, elle fait manifester les mineurs des Cévennes contre... les livraisons de charbon soviétique (cela devait arriver !). Elle se vante de « faire redémarrer la France » (VO du 18-2) en défendant non les ouvriers, mais l'automobile française. Sa théorie, absurde à l'échelle générale, de la « casse » organisée par une bourgeoisie qui se ferait d'elle-même hara-kiri, a été évidemment forgée après coup pour justifier son alignement servile sur les positions bourgeoises.

Nous avons montré à plusieurs reprises (par exemple, à l'occasion des grèves dans la sidérurgie, de la grève des marins-pêcheurs d'août

(suite page 2)

Sur la tentative de putsch militaire en Espagne

Ce n'est pas la démocratie qui défendra le prolétariat !

Bien que la tentative de coup d'Etat militaire en Espagne ne soit apparue que par les interventions du Lieutenant Colonel Tejero et du Général Milans del Bosch, il est inutile de démontrer qu'elle a des ramifications dans tout l'Etat. C'est un fait que la presse bourgeoise a mis en relief. La tentative comptait sur la participation active de vastes secteurs parmi les officiers, et pas seulement à Carthagène et à Murcia, mais aussi à Saragosse, Valladolid, La Coruña et

Bien sûr, pour les milieux bourgeois les plus éclairés, le coup d'Etat militaire est aujourd'hui prématuré, puisque la démocratie a réussi jusqu'à présent, dans les grandes lignes, à maintenir les affrontements sociaux à l'intérieur de limites acceptables par la classe dominante. Le « désenchantement » envers la démocratie de la part des masses travailleuses ne s'est pas encore traduit en une volonté active et organisée de lutte. C'est pourquoi *El País* du 24-2-1981 pouvait écrire : « Selon certains milieux financiers rien ne peut justifier le coup d'Etat ». De là la réaction de la monarchie qui refusa de prendre la tête du coup d'Etat parce qu'elle le considère aujourd'hui comme superflu. De là la réaction d'un secteur des Forces Armées, exprimée dans la déclaration du Général Galmes, chef de la 4^e Région Militaire (Barcelone) : « Les événements de ces derniers jours ne doivent pouvoir se reproduire que si la Patrie le demande et, naturellement, la Patrie ne nous le demandera que dans des situations véritablement exceptionnelles » (*El País*, 26-2-81).

Mais le fait que ce soit la monarchie seule qui ait pris l'initiative de sauver la conti-

Madrid, et dans l'Etat-Major de l'armée. Inutile d'espérer que l'Etat lui-même éclaircisse publiquement tous les aspects d'un « putsch » qu'une bonne partie de la hiérarchie militaire réclamait visiblement depuis le début de février. Cet échec apporte néanmoins des confirmations importantes que le prolétariat ne doit pas laisser tomber dans l'oubli.

nuité démocratique du régime montre bien que la démocratie elle-même n'a été et n'est que la feuille de vigne d'une dictature bourgeoise dont les ressorts décisifs sont, en dernière instance, toujours les mêmes forces réelles. De là la déclaration du Roi après l'échec de la tentative : « On ne peut conseiller une réaction dure et ouverte des forces politiques contre ceux qui ont commis les actes de subversion de ces dernières heures, mais il serait encore plus inefficace d'étendre cette réaction de façon générale aux Forces Armées et aux forces de sécurité [...]. Je réitère ma demande de collaboration légale et désintéressée pour que nous puissions consolider notre démocratie dans l'ordre, l'unité et la paix ».

C'est pour cette même raison que la démocratie n'a pas été et ne sera jamais un rempart contre un coup d'Etat militaire, sinon par le fait même que sa politique anti-prolétarienne de soumission « volontaire » des masses ouvrières au diktat de la classe capitaliste rend superflue l'application du despotisme bourgeois par la force des armes. Pour dire en deux mots ce que nous n'avons jamais cessé de répéter et que l'histoire con-

firme tous les jours : la survie de la démocratie dépend fondamentalement de la volonté de la classe dominante.

Mais l'échec de ce complot de caserne représente en même temps une véritable répétition générale pour tous les secteurs politiques et militaires de la classe capitaliste. Le coup d'Etat de juillet 1936 avait suscité une révolte généralisée du prolétariat, qui avait fait reculer les franquistes dans les centres décisifs du pays. Aujourd'hui, du moins pour l'instant, la bourgeoisie peut dormir beaucoup plus tranquille : un soulèvement militaire ne provoquerait apparemment aucune réaction de masse de caractère insurrectionnel. Non parce que la social-démocratie et le stalinisme n'auraient pas appelé à la grève générale et insurrectionnelle, puisqu'ils n'y ont pas appelé non plus en 1936, mais parce qu'il n'existe plus aujourd'hui, comme il existait alors, une tradition de lutte qui, malgré toutes ses lacunes et ses orientations anarchistes, se situait résolument sur le terrain de la violence révolutionnaire et de l'action directe.

(suite page 2)

Sur la tentative de putsch en Espagne

(Suite de la page 1)

Dans la nuit du 23 au 24 février, les Commissions Ouvrières et l'UGT « ont fait appel au calme des travailleurs comme de tous les citoyens et ont réaffirmé leur appui total au roi, au parlement, au gouvernement et à toutes les institutions démocratiques » (*El País*, 24-2-81), laissant ainsi le prolétariat à la merci du bon vouloir de ses ennemis de classe. La seule chose que firent ces laquais et les partis « ouvriers » officiels fut d'appeler le 25 février, soit 2 jours après le coup d'Etat manqué, à une manifestation pour le 27 pour la défense de l'ordre, conjointement au parti gouvernemental et à l'Alliance Populaire.

Le développement tourmenté de la crise mondiale du capitalisme, l'accroissement des antagonismes de classe, le fossé grandissant entre la démocratie et les masses exploitées, et le risque d'explosion généralisée des conflits sociaux, pousseront de plus en plus la bourgeoisie à passer à l'offensive sous toutes ses formes, à accroître la militarisation du pays, déjà importante au Pays Basque. La perspective de cette offensive militaire contre la classe ouvrière, expression suprême de la guerre civile entre les classes, nous pouvons l'avancer dans ce cas au vu des traditions politiques nationales qui donnent au corps des officiers un poids décisif dans la vie de l'Etat.

Pour faire front à cette inévitable offensive bourgeoise, la classe ouvrière n'a pas d'autre solution que d'intensifier sa préparation révolutionnaire, en sachant que la solution défaitiste et criminelle prônée par les démocrates, c'est de s'accrocher à l'enclume pour éviter le coup de marteau. Ce n'est qu'en forgeant une force de classe, anticapitaliste et antidémocratique, aguerrie dans les mobilisations prolétariennes contre toutes les attaques du capital, aussi bien sur le terrain économique que sur le terrain politique et social, et en menant un travail antimilitariste conséquent au sein de l'Armée, que l'on pourra affronter la bourgeoisie dominante sur tous les plans de la guerre civile entre les classes. Seuls l'armement révolutionnaire du prolétariat et la lutte insurrectionnelle pourront parvenir à écraser l'offensive militaire, et leur préparation exige, comme condition *sine qua non*, la rupture politique la plus tranchée et la plus irréconciliable avec toutes les forces de la démocratie.

Montigny: Le PCF, parti de la peur

Nous écrivions après la campagne raciste et anti-ouvrière du PCF, que si l'écœurement et la révolte étaient permis, la surprise ne pouvait l'être, et que l'on devait s'attendre à voir se développer le passage à l'acte du social-chauvinisme du PCF. La persécution de la famille marocaine, mais surtout l'attitude flicarde en général du PCF vis-à-vis de certains comportements sociaux sont une nouvelle borne sur la route qui mène inévitablement le PCF à s'affronter physiquement au prolétariat.

Pourquoi Montigny? pourquoi la drogue? pourquoi la jeunesse? L'hystérie policière du PCF vise plusieurs objectifs. En premier lieu, celui de renforcer sa fonction de parti d'ordre, de calme, sa fonction active pour instaurer un couvre-feu social en prenant les aspirations au calme des couches aristocratiques et petites-bourgeoises dans le sens du poil. Montigny, c'est un test pour former une milice bourgeoise d'auto-défense. On n'en est pas encore aux fusils de chasse à canon scié des patrons de bistrot, mais déjà aux tracts et aux banderoles.

Montigny, c'est aussi la défense d'un réflexe acquis à la suite de trente-cinq années de paix sociale et de prospérité impérialiste. Tandis que l'orgie et le pillage de l'impéria-

lisme donnaient aux prolétaires des miettes, des garanties, et surtout l'illusion que malgré tout ils pouvaient s'en sortir, aujourd'hui la crise et la préparation d'une troisième guerre mondiale montrent la réalité du règne bourgeois. Le rêve est fini. C'est pourquoi les axes de la campagne anti-ouvrière du PCF prennent pour cible la jeunesse prolétarienne (lutte contre la drogue au nom du flicage, lutte contre le désordre, etc.) et les travailleurs immigrés au nom de la sécurité et du flicage généralisé. La jeunesse et l'immigration sont les couches du prolétariat qui connaissent les conditions les plus dures de vie, de travail, de logement et de chômage. Ce sont les couches qui sont, et seront encore davantage demain, amenées à tourner le dos aux tentatives de corruption bourgeoise.

Pour la bourgeoisie et ses agents, il s'agit d'une bombe à retardement qu'il faut désamorcer d'urgence. Montigny, le bulldozer, c'est le réflexe de la peur. Le PCF, cette « grande force tranquille et responsable », s'affole devant la misère et ses conséquences, l'inévitabilité de la rupture de l'équilibre social. Montigny est la conjonction des attaques contre la jeunesse, contre l'immigration, contre le désordre, pour les flics et la morale bourgeoise. Ces attaques ne visent pas une famille, un foyer: il s'agit d'otages derrière

lesquels se trouve le prolétariat dans son ensemble. C'est un entraînement pour demain.

En perspective, c'est l'ilotage généralisé des concentrations prolétariennes. Déjà le PCF fait passer la consigne à ses Jeunesses d'envoyer des « observateurs » dans les Maisons de Jeunes pour repérer le « joint ». Ce travail de repérage, c'est l'ultime préparation avant la rallée à grande échelle contre tous les éléments dangereux pour la paix sociale. En effet, la mise en place d'une telle milice sera une arme précieuse au moment où l'équilibre social apparaîtra menacé. Le PC prépare ses troupes, ses indics, ses propres flics.

L'hystérie du PCF, aucun révolutionnaire ne peut la déplorer. Au contraire. Elle a l'immense mérite de montrer ouvertement et dans les faits où est l'ennemi. Ainsi elle ne pourra qu'accélérer, comme l'annoncent dans une certaine mesure la grève des immigrés à Renault, certaines réactions chez les Marocains de Chausson, le rassemblement du 7 et le meeting du 28 février organisé par des résidents des foyers, la rupture d'une petite avant-garde prolétarienne d'avec les flics so-disant ouvriers du capitalisme. La campagne du PC confirme aussi dans les faits le besoin de préparer l'unité combattante du prolétariat, non seulement contre les bourgeois, mais aussi contre leurs chiens de garde, « communistes » ou « socialistes ».

Les dockers de Gênes contre le trafic d'armes

Fin janvier début février ont eu lieu, dans le port de Gênes, deux cas de boycottage qui ont révélé une saine réaction ouvrière, en même temps que le rôle d'éteignoir des syndicats. Un ouvrier du port avait découvert huit voitures blindées, avec tourelle, vitres antiballes, mitrailleuses, canons: l'idéal pour réprimer la lutte de rue. Etant monté sur le navire marchand « Cuzco », il apprit qu'il y avait six autres voitures blindées et cinq tanks. Un officier péruvien lui dit qu'ils étaient destinés à la lutte contre les rebelles salvadoriens. Les travailleurs du port entreprirent alors immédiatement le boycott.

« Depuis la guerre du Vietnam, nous n'avons jamais permis à quiconque de faire partir des instruments de guerre. Il en a été de même pour le Nicaragua, pour les pays d'Afrique australe, pour le Chili. Nous savons que des milliers d'ouvriers travaillent dans les usines d'armement, mais cela ne change pas

notre position de principe » (d'après *Secolo XIX*).

Les dirigeants syndicaux ont tout de suite jeté de l'eau sur le feu: l'Etat italien a donné son accord pour l'exportation vers le Pérou. Le gouvernement péruvien n'est pas fasciste mais démocratique, la vente est légale, donc... au travail!

Quelques jours plus tard, les dockers bloquent 37 tanks M47 Patton d'occasion, plus une quantité de mitrailleuses, le tout destiné à Taïwan et en provenance de la RFA (autre pays pacifiste!). Ici aussi, les syndicats interviennent immédiatement: « Notre protestation serait inutile si les tanks et les armes étaient transportés dans un port voisin pour être embarqués ». Ceci nous rappelle la position classique des social-chauvins en 1914. En France, ils disaient: nous serions contre la guerre si les socialistes allemands en faisaient autant. Les socialistes allemands disaient la même chose, et les deux partis traîtres pou-

saient les ouvriers des deux pays à s'entretuer.

Les dockers de Gênes ont soulevé un instant la chape de plomb que l'opportunisme a jetée sur les épaules du prolétariat pour le soumettre aux impératifs de sa propre bourgeoisie: celle-ci doit exporter à tout prix, même si elle exporte la mort!

Les ouvriers sentent instinctivement que ces armes, que le pays où on les envoie soit démocratique ou non, serviront à tirer sur la foule désarmée, à aggraver encore la répression. Ils doivent aller plus loin: ils doivent comprendre que ces mêmes bonzes qui les ont obligés à charger les armes, chercheront un jour à les pousser à se sacrifier pour la patrie (c'est-à-dire pour la bourgeoisie) en guerre. Ils doivent comprendre qu'on ne peut combattre la bourgeoisie qu'en chassant de ses rangs les chiens de garde syndicaux du capital.

La CFDT, « meilleur économiste de France » ?

(Suite de la page 1)

1980, de l'occupation de Dufour) que la CFDT, si elle se réclamait moins bruyamment du nationalisme économique, n'en poussait pas moins dans le même sens, et que les compères des deux centrales se partageaient le travail selon les couches ouvrières qu'ils étaient le mieux à même d'influencer.

Dans son conseil national d'octobre 1980, puis dans celui de janvier 1981, la CFDT a achevé de se doter d'une philosophie officielle conforme à son comportement pratique (non sans résistance des fédérations les plus combattives, puisque 30 % des présents ont voté en octobre contre la résolution). Cette *Résolution économique* d'octobre appelle à l'« offensive », pour l'« occupation du terrain occupé par le patronat ». S'agirait-il d'organiser enfin, c'est un exemple, une grève effective pour la réduction de la durée du travail, pour mettre fin aux trafics patronaux, qui organisent tranquillement dans les faits le temps partiel obligatoire, et le chômage saisonnier selon les commandes? Pensez-vous! Il s'agit de proposer à la place de la bourgeoisie, et sous son autorité, des plans économiques qui ressemblent comme des frères, à part la sauce démagogique, à ceux que la logique capitaliste a déjà imposés à la classe dominante. On lit par exemple dans la *Résolution* d'octobre: « Face notamment à la concurrence américaine et japonaise, il peut s'avérer nécessaire de protéger certaines productions par des mesures de sauvegarde »: défense et reconquête du marché intérieur, protections douanières. Or, que dit d'autre la bourgeoisie, surtout depuis l'automne 1980? « Ne pas négliger les industries de main-d'œuvre, ce qui passe par des modifications

de l'utilisation des ressources publiques de la fiscalité et des modes de financement de la sécurité sociale »: ceci est dans la droite ligne des cadeaux fiscaux et dispenses de charges sociales accordés au patronat à travers les contrats emploi-formation et autres pactes pour l'emploi.

Pour promouvoir ses idées de génie, la CFDT veut « peser sur les orientations de la politique économique et le plan en participant aux institutions », c'est-à-dire qu'elle ne se trouve pas encore assez intégrée dans les multiples appareils de l'Etat, où la CGT l'a souvent devancée historiquement. Mais il faut que la base s'y mette aussi, et jusqu'au cou: qu'elle s'oriente vers une « action sur les choix économiques de l'entreprise », pour peser sur les choix technologiques, inspirer de meilleurs investissements, etc. Pour cela, « les moyens financiers et techniques des Comités d'Entreprise et organismes similaires devront être renforcés », de façon à en faire, donc, des organismes de collaboration de classes en tous points semblables aux bureaux d'études capitalistes...

Par de tels moyens, la CFDT prétend aussi, au niveau international, imposer de « meilleurs rapports » économiques avec les pays du Tiers-Monde. Comment, sur des bases pareilles, dans la ligne de ces vieilles recettes protectionnistes, ferait-elle autre chose que de s'aligner sur la logique du marché? Que de favoriser la politique d'exploitation forcée par laquelle l'impérialisme français accule les masses africaines à la famine, en se partageant avec la CGT le rôle de commis voyageur de l'impérialisme français, de l'Algérie au Sénégal en passant par le Moyen-Orient?

Pendant que la CFDT propose ainsi ses bons offices et engage chaque travailleur à se transformer en expert-comptable du dimanche, le nombre des chômeurs grimpe vers les deux millions et les licenciements pleuvent sur les travailleurs désarmés: de 1979 à 1980, le nombre de jours de grève a régressé de 3 millions à 1 million et demi. Et Edmond Maire n'a pas honte de déclarer, retour de Pologne: « Ce que Solidarité a fait en Pologne, pourquoi ne le ferions-nous pas en France? ». Ce ne sont pas par leurs prouesses comptables que les grévistes polonais se sont distingués, mais par la défense tenace de leurs intérêts, par l'action directe et l'indifférence offensive aux « priorités nationales ».

Inflation de promesses électorales

(Suite de la page 1)

vriers; création de 210.000 emplois dans la fonction publique (gâteaux que la police aura la part du gâteau!), et réduction des charges sociales des entreprises de main-d'œuvre, c'est-à-dire augmentation des cotisations ouvrières ou réduction des prestations, c'est selon; etc. Bref, comme on voit, « dans tout cela, rien de déraisonnable », comme le soulignent les patrons eux-mêmes. Rien en effet que tous les gouvernements ne fassent ou ne promettent déjà, sauf peut-être la création d'emplois dans la fonction publique! Mais on est d'abord en période électorale, et puis le PS ne crache pas sur le précaire, lui non plus!

La vraie promesse-choc vient de Marchais, qui se présente comme « le candidat anti-chômage ». Et il n'y va pas avec le dos de la cuillère! Pensez donc: création de 500.000 emplois par an, soit 3,5 millions d'ici à 1987! Grâce à l'accroissement de la consommation populaire (pas trop, pour ne pas gêner les entreprises, cependant!), à la diminution du temps de travail à 35 h (mais selon un calendrier, pour ne pas handicaper les industries exportatrices sur les marchés extérieurs, ça non!), développement des sciences et des techniques, c'est-à-dire de la productivité, et surtout la recette-miracle: « produits français »!

Cela coûtera, paraît-il, selon les estimations de Marchais au forum d'*Economie et politique*, 1.185 milliards de francs! 900 seront trouvés « grâce à l'effort des travailleurs, dont le nombre aura augmenté », le reste sera conquis sur le « gâchis actuel ». C'est vraiment un miracle du bon sens: les capitalistes n'ont même pas d'effort à faire, les travailleurs pensent et surtout bossent pour eux! Le seul problème est que le capitalisme s'embarasse peu de bon sens, et qu'il ne connaît que la dure loi du profit. Or cette dernière veut, hélas, l'élimination de la production d'une masse croissante de la population. Ce phénomène s'accroît encore

en temps de crise. L'« effort des travailleurs », en augmentant précisément la productivité du travail, n'a d'autre effet sur le terrain du capital que de priver les autres de travail! Vous pouvez toujours exceptionnellement ralentir ce processus, là où la productivité croît plus vite qu'ailleurs: vous ne faites que choisir les ouvriers qui seront victimes de la concurrence! Exploitation accrue et division plus grande des rangs ouvriers, quelle perspective grandiose, en effet, pour le prolétariat!

On ne peut supprimer le chômage sans s'attaquer au capitalisme. Comment? En éliminant le marché, le capital et le salariat, en les remplaçant par l'économie collective centralisée sans échange marchand. Pour cela, il faut d'abord renverser l'Etat capitaliste par la révolution prolétarienne.

Et en attendant? Il faut se préparer à la révolution. En forgeant le parti communiste véritable, radicalement opposé à l'Etat bourgeois et à tous les partis qui le servent, débarrassé de toute illusion pacifique, légaliste, parlementaire et électoraliste, le parti mondial de l'insurrection et de la dictature prolétarienne. Mais il ne suffit pas de combattre les cirques électoraux pour se préparer et préparer la classe à la révolution. Il faut encore l'y entraîner en regroupant ses forces sur le terrain même de la révolte et de la lutte contre les effets du capitalisme. La lutte contre le chômage est un des fronts de cette lutte, particulièrement important en période de crise capitaliste. La lutte contre les licenciements, pour les ressources aux chômeurs, contre le précaire, pour le même statut pour tous, et pour la diminution radicale du temps de travail est une lutte où peuvent s'unir les rangs ouvriers et où peut être menée une vigoureuse propagande pour la dictature prolétarienne, qui seule sera en mesure de consolider les conquêtes réalisées sur ce terrain et surtout de satisfaire pleinement ces revendications.

• AU BRESIL, « le pourcentage d'accidents du travail en 1979 continue (selon *O Estado de São Paulo* du 3-4-80) à être un des plus élevés du monde. Pour un total de 20.322.500 travailleurs assurés, on enregistre 1.561.765 accidents, ce qui donne un pourcentage de 7,68 %. Si on pouvait connaître le nombre d'accidents qui frappent les travailleurs non couverts par la Sécurité sociale, en particulier à la campagne, le pourcentage augmenterait encore beaucoup ».

Pour la politique communiste révolutionnaire !

Au moment où la campagne électorale bat son plein, nous revenons sur deux des mystifications les plus enracinées propagées par l'opportunisme : celle de la réforme de l'Etat bourgeois comme condition pour l'émancipation prolétarienne, et celle du « gouvernement ouvrier ». Les deux notes que nous publions sont extraites du « Manifeste » du Parti Communiste International, en préparation, intitulé **De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale.**

● L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire

Que peut bien signifier le suffrage universel, quand la puissance des trusts est telle qu'ils peuvent s'acheter les députés en bloc et des partis entiers, quand ils parviennent aussi facilement à domestiquer les fonctionnaires et les officiers ? De quel intérêt sont devenus les parlements, depuis que la concentration du capital financier a pour effet de leur ôter tout pouvoir de décision et ne leur concède plus qu'une fonction purement décorative ? Quel sens ont dans ces conditions les élections, multipliées à l'infini pour le parlement et les municipalités, et même dans les entreprises, sinon de donner quelques sinécures à des élus dont le rôle est de piétiner les intérêts de leurs mandants et de leur faire croire que, grâce à ce système, on peut influencer sur la marche du capitalisme et finir par l'appriivoiser ?

La violence des contradictions sociales qui se déchaînent dans les pays capitalistes périphériques vient aujourd'hui rappeler à quel point même les mécanismes sacrés de la démocratie parlementaire sont incapables de résister à la moindre secousse sociale : l'armée prend alors directement les affaires en mains, avec la collaboration de plus en plus fréquente des partis libéraux, démocratiques et soi-disant ouvriers.

Dans les pays capitalistes les plus vieux, les pays impérialistes d'Occident, la collaboration active de puissants partis visant à

concilier les intérêts des classes a permis de pousser à fond la méthode démocratique de gouvernement. Ces partis, qu'ils soient carrément démocratiques petits-bourgeois ou ouvriers bourgeois, c'est-à-dire ouvriers par leur composition et leur influence et bourgeois par leur politique, font alterner les périodes d'opposition loyale sur le terrain parlementaire et les périodes de participation gouvernementale, poursuivant dans les unes comme dans les autres la stérilisation des luttes ouvrières et le renforcement de la machine de l'Etat capitaliste. C'est ainsi que la répression du terrorisme « romantique », type Brigades Rouges en Italie, est venue rappeler à quel point ces partis aidaient l'Etat à passer d'un coup à l'état d'exception légal au moindre signe de révolte sociale contre l'ordre démocratique, avant même que la classe ouvrière ne se mette en mouvement à grande échelle.

Et c'est ce formalisme contre-révolutionnaire de la démocratie, que la bourgeoisie ne conserve que pour cacher sa domination, que la classe ouvrière devrait défendre coûte que coûte, et sur lequel elle devrait s'appuyer pour lutter contre la classe capitaliste ?

Après qu'en Espagne le franquisme ait passé avec succès la main à la démocratie dans le but d'endiguer la lutte ouvrière, ne voit-on pas les bourgeoisies brésilienne et polonaise tentées à leur tour par des formes d'ouverture et de pluralisme ?

« Le gouvernement moderne, disait le Manifeste de 1848, n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe capitaliste. »

Plus l'Etat est démocratique, plus il laisse libre jeu aux forces de la bourgeoisie, plus il tombe aux mains des forces bourgeoises les plus puissantes, c'est-à-dire une infime poignée de groupes financiers immenses qui ne se contentent pas seulement d'exploiter la classe ouvrière, mais ruinent chaque jour des masses plus grandes de paysans et jusqu'à la piétaille capitaliste elle-même, pourtant agenouillée devant leur puissance.

Plus l'Etat est démocratique, plus il parvient à faire participer à sa gestion les pro-

létaires eux-mêmes, plus la classe ouvrière est chargée de chaînes et plus elle est entravée dans sa lutte contre la classe capitaliste.

Plus l'Etat est démocratique, plus il semble s'élever au-dessus des classes sociales et de la société entière, plus il l'écrase en fait de son poids et plus il réalise en fait la dictature impersonnelle du capital !

● L'opposition inconditionnelle à tout gouvernement bourgeois

La véritable tactique communiste a toujours consisté en une opposition totale à l'Etat bourgeois constitué et donc à tous les gouvernements bourgeois, dans toutes les phases successives de la domination de la bourgeoisie.

Dans les pays où des gouvernements de la gauche bourgeoise sont théoriquement encore susceptibles de faire des réformes démocratiques — et donc bourgeoises — qui intéressent le prolétariat, la seule attitude envisageable du point de vue de la préparation révolutionnaire du prolétariat consiste à arracher ces réformes, comme toute concession économique ou politique, par la lutte contre le gouvernement en place.

Cette tactique intransigeante est à plus forte raison impérative dans les pays de plein capitalisme et d'impérialisme vieillissant, d'autant plus que depuis le début du siècle les gouvernements bourgeois ont l'habitude de s'affubler d'un masque ouvrier, grâce à la participation de partis réformistes, dans le but de faire accepter à la classe ouvrière les sacrifices exigés par la marche chaotique du capital. La pire erreur serait de considérer ces partis comme l'aile droite du mouvement ouvrier. Ils constituent en réalité l'aile gauche de la bourgeoisie, et font office de lieutenants de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers.

Si le parti communiste ne nie pas que dans des conditions déterminées de tels gouvernements puissent être amenés éventuellement à faire des concessions à la classe ouvrière, il

a le devoir de les contraindre par une forte pression prolétarienne à réaliser leurs promesses ; il doit en même temps apprendre à la classe ouvrière que les concessions de ces gouvernements ne visent pas à favoriser son mouvement, mais au contraire à assurer le meilleur fonctionnement de l'ordre capitaliste et, en cas de crise, à garantir à la bourgeoisie l'essentiel, c'est-à-dire le pouvoir politique, contre les efforts du prolétariat pour secouer le joug.

De leur propre gré, de tels gouvernements n'ont jamais laissé de liberté de mouvement au prolétariat que dans la mesure où il se laissait endormir par leurs concessions au point de considérer ces gouvernements comme ses propres représentants et de les appuyer. Une longue expérience historique, en particulier la répression de l'insurrection berlinoise en janvier 1919, a prouvé qu'ils sont capables de réprendre par la réaction la plus féroce au premier assaut des masses contre les institutions de l'Etat démocratique bourgeois.

Il n'existe donc aucun régime prétendu de transition entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat qui ne doive être combattu avec la dernière énergie. Le seul gouvernement ouvrier possible ne peut naître que de l'insurrection ouvrière victorieuse, sur les débris de la machine de l'Etat capitaliste, sur la base de la dictature du prolétariat.

Erratum

Il fallait lire dans l'article intitulé « Où ont mené les réformes de structure », paru dans le n° 329 : « Il s'ensuit que la part du travail nouvellement créé, seule source de la valeur, rapportée au travail ancien, qui est avancé sous la forme de machines et de matières premières, finit par diminuer ». Une ligne a sauté à la composition donnant à ce passage un sens exactement opposé.

Les trotskystes en campagne

D'élections en élections, les groupes trotskystes poursuivent leur trajectoire descendante, toujours plus inféodée à l'opportunisme en chef des PC-PS. Pour l'immédiatisme de toujours, « le but final n'est rien, le mouvement est tout ». Aussi la révolution est-elle toujours plus reléguée au rang d'une formule pour les jours de fête, quand elle ne disparaît pas complètement. Les élections, le « changement » immédiat sont toujours plus au premier plan, alors même que la réalité, en renvoyant aux calendes grecques la perspective d'un gouvernement d'union de la gauche, a porté un rude coup aux illusions électoralistes. C'est que, à force de suivre les « masses », on finit par suivre surtout ceux qui dirigent momentanément la majorité de ces masses, dans des périodes de reflux, sur les positions les plus rétrogrades. Mais comme le PC et le PS sont aujourd'hui divisés, voilà que nos trotskystes se divisent à leur tour : chacun suit la voix de son maître...

Chez l'OCI, l'électoralisme commun se pare, comme toujours, d'une phraséologie révolutionnaire qui tient du délire. On est en pleine offensive... verbale, et la prosaïque lutte pour l'unité PC-PS derrière Mitterrand se pare des lueurs lyriques du grand soir. C'est que « le régime bonapartiste » de la V^e république est à l'agonie. « L'imminence de la crise révolutionnaire ébranle ainsi que des secousses sismiques l'édifice vermoulu de la V^e république », écrit *La Vérité* de décembre 1979. Dans cette situation... incandescente, la moindre lutte revendicative assume un caractère politique (révolutionnaire ? non : électoral, mais nous verrons que cela revient au même) : « Cette étroite fusion [patronat-gouvernement] conduit à ce que la revendication la plus minime y compris à l'échelle d'une entreprise, se heurte au front coalisé gouvernement-patronat. Par là, la revendication y compris la plus minime prend un contenu immédiatement politique. Il en découle que la condition du déclenchement des luttes, y compris particulières, se concentre sur le combat pour l'unité PS-PCF » (*Informations Ouvrières*). On comprend pourquoi l'OCI cherche à profiter effectivement de la moindre lutte pour semer sa merde électoraliste.

La perspective d'un maintien de Giscard au gouvernement est donc peinte sous les couleurs les plus sombres. Dans une vision complètement défaitiste, toute possibilité de lutte victorieuse — immédiate ou finale — est barrée en dehors d'une victoire électorale de la gauche : « Ou bien Giscard restera en place, et avec lui son gouvernement, son

Assemblée Nationale, ses institutions, et la hausse des prix, le chômage, la dégradation des conditions d'enseignement et de santé s'aggraveront... et au bout la catastrophe. Ou bien l'unité du PS et du PCF sur une candidature unique et commune chassera Giscard ». Et ce sera alors l'avenir le plus rose : satisfaction des revendications (espère toujours !) et... République des Conseils. « Nous, militants de l'OCI et de la LCI, qui combattons pour la révolution socialiste, qui expropriera les capitalistes, sommes inconditionnellement pour un gouvernement PS-PCF sans représentants bourgeois [parce que eux ne sont pas des « représentants bourgeois » ! ?]. Il n'y a là nulle contradiction. Parce qu'un gouvernement PS-PCF sans ministres bourgeois serait un gouvernement sans capitalistes [et pas au service des capitalistes ? ?]. Parce que les travailleurs veulent un gouvernement qui, en satisfaisant les revendications, ouvre la voie à une république, une république qui ne soit plus la V^e république qu'il faut balayer, qui ne soit pas une autre république bourgeoise : la république ouvrière des conseils, la Commune de Paris triomphante » (*Correspondance Internationale* n° 3).

Beaucoup de mots « révolutionnaires », mais c'est par contre le grand flou sur le contenu de la lutte révolutionnaire : celle-ci se résume en gros à la grève générale, dont la préparation n'est autre que la lutte pour l'unité des appareils stalinien et social-démocrate, et l'unité des travailleurs derrière eux. Quant au gouvernement PC-PS, il sera obligé par le mouvement des masses de « satisfaire les revendications » et d'assurer la transition au socialisme. Pas question à aucun moment d'insurrection, de violence, de terreur, de dictature du prolétariat : quelle économie...

Le but de l'OCI étant de tout faire pour faire passer un gouvernement PC-PS dirigé par Mitterrand pour un gouvernement favorable aux travailleurs, pour un gouvernement de transition au socialisme, il n'est pas question de critiquer sur le fond les programmes du PC et du PS. La seule critique faite aux 131 propositions de Marchais, c'est que c'est un programme de lutte et non de gouvernement. L'appréciation sur le contenu est plutôt positive : « Personne ne saurait être en désaccord avec l'augmentation du SMIC, la création massive d'emplois, la diminution des impôts ». Pas un mot pour dénoncer cette démagogie infecte. La seule critique adressée aux « dirigeants », c'est la division. En somme, le PC est accusé uniquement de ne pas vouloir d'un gouvernement Mitterrand : « Il est bien de rédiger des déclarations contre Giscard, contre le gouvernement et contre

les capitalistes ; mais en dressant le barrage de la division, tout est fait pour que Giscard reste au pouvoir ». Et encore : « S'il est bien de promettre des projets, d'assurer que l'on veut défendre les revendications, il faut que la division cesse et que soient prises les mesures concrètes d'unité ». Inutile de dire que le PS sort grandi de l'affaire. C'est le PC qui est considéré comme le responsable de la « division ». Pour des lendemains qui chantent, tout pour la victoire de Mitterrand !

*

La LCR reproche à l'OCI de renoncer à faire entendre la voix des « révolutionnaires » au premier tour en appelant à une candidature unique de la gauche dès le premier tour. Mais elle ne fait pourtant pas entendre un son de cloche bien différent sur le fond. Comme celle de l'OCI, la campagne de la LCR est tout entière axée sur la perspective de l'union du PC et du PS pour « battre Giscard ». C'est pourquoi le thème principal des articles de *Rouge* depuis septembre est la revendication du « désistement automatique et sans conditions en faveur du candidat du parti ouvrier [sic] le mieux placé » (*Rouge* n° 936). Comme chez l'OCI, tous les aspects de l'offensive bourgeoise contre la classe ouvrière sont présentés comme le résultat d'une politique, celle du gouvernement Giscard-Barre, et non comme la conséquence inévitable de la crise capitaliste. Toute riposte efficace présuppose donc l'unité des syndicats pour la lutte immédiate et des « partis ouvriers » sur le terrain électoral, seul « débouché politique » envisagé.

Comme chez l'OCI, la critique de ces partis a pour centre la recherche de la responsabilité de la division. A cet égard, le PC est la cible principale : « La direction du PC prépare la réélection de Giscard » (*Rouge* n° 940). Vis-à-vis du PS, les critiques sont plus nuancées. Il n'est pas présenté comme responsable de la division, mais comme insuffisamment unitaire : on lui reproche de « répondre à la division par la division », ce qui le rend moins crédible aux yeux des militants de base du PC. On lui reproche plus vivement son flirt avec le RPR. Unité « ouvrière » avant tout : on a des principes !

Mais pourquoi l'unité PC-PS ? Ici aussi, la LCR a glissé sur les positions « centristes de droite » qui étaient autrefois l'apanage de l'OCI : l'unité est souhaitable pour elle-même, indépendamment du programme politique sur lequel elle peut se réaliser. La LCR n'est pas gênée de reconnaître que « les dirigeants socialistes au pouvoir géreront le capitalisme

comme ils l'ont fait naguère » (*Rouge* n° 940) et que le PCF lui-même n'a rien fait d'autre de 1945 à 47. Mais le programme n'a aucune importance car « des millions de travailleurs voient un instrument de lutte » dans ces partis. Donc, « une défaite électorale de Giscard serait un encouragement pour la lutte ». C'est là le dogme... nullement démontré, que la LCR s'évertue à répandre : « Peut-on sérieusement croire que Rocard ou Mitterrand pourraient tranquillement mener la même politique que Barre si l'un ou l'autre était élu ? » (*Rouge* n° 941).

Cela signifie que ces forces, dont on dit par ailleurs qu'elles n'aspirent qu'à gérer le capitalisme, comme elles l'ont toujours fait, pourraient mener une autre politique que celle de la bourgeoisie, à condition que les travailleurs qu'elles mystifient les contraignent « à opérer des ruptures avec la bourgeoisie auxquelles elles se refusent » (*Rouge* n° 946). Par ce tour de passe-passe, les gérants de la crise capitaliste se transforment en instruments de la lutte ouvrière. Et c'est ainsi que la Ligue marie la phrase radicale avec le suivisme le plus éhonté.

La LCR fait le silence sur tout ce qui est l'aspect réel de l'actuelle période électorale, en particulier le matraquage chauvin et la campagne pour le renforcement de l'ordre auxquels participent tous les partis, de droite comme de « gauche ». Alors que ces élections apparaissent très clairement comme sans enjeu tangible, elle s'évertue à ressusciter la perspective d'une victoire de la gauche (« Giscard peut être battu »). Il faut noter aussi l'extrême pauvreté de sa campagne : « Unité pour battre la droite » et « désistement automatique » en sont les thèmes uniques. Krivine a fait dans *l'Étincelle* son autocritique sur les élections présidentielles passées, quand il voulait, paraît-il, « tout dire en dix minutes à la télé ». Aussi la révolution n'est-elle jamais évoquée, même comme objectif lointain, et toute remarque sur les illusions électorales a-t-elle disparu. On ne pratique pas impunément des années durant le soi-disant « parlementarisme révolutionnaire », et on ne fournit pas impunément les bonzes petits et moyens des appareils syndicaux. Nous sommes en plein minimalisme, enfoncés jusqu'au cou dans l'immédiat, sans même la phraséologie révolutionnaire qui tient chez les gens de l'OCI, à leurs habitudes de secte. La LCR a décidément renoncé à son barricadisme d'antan, pour devenir un parti « responsable ». Voie électorale pour la satisfaction des revendications immédiates, un point c'est tout.

Nous verrons dans le prochain numéro l'attitude de *Lutte Ouvrière*.

Réunions publiques à Paris

• Le vendredi 13 mars, à 20 h 30, 27, avenue de Choisy, 75013 Paris (Métro Porte de Choisy).

Un débat suivra

« Sécurité et Liberté » — Démocratie blindée — Démocratie fliquée — QHS — Lutte contre l'isolement des militants et prolétaires emprisonnés — Riposte prolétarienne à la répression bourgeoise !

Lutte contre la répression bourgeoise

à Strasbourg

le 20 mars à 20 h 30

MAISON DES SYNDICATS

1, rue Sédillot

A bas le poison
du chauvinisme !

Vampirisme capitaliste

Le Bureau International du Travail vient de faire une étude sur les handicapés. Il y a actuellement 400 millions d'handicapés dans le monde, nombre d'entre eux sont victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles. Chaque année quelque quinze millions de victimes de guerre, de malnutrition ou d'accidents viennent s'ajouter à ce nombre. Le BIT prévoit même qu'il aura 800 millions d'handicapés en l'an 2000.

Courrier de la Rédaction

● Réponse à un camarade sur la révolution aux Antilles

Nous publions ici un extrait d'une réponse de la rédaction à la lettre d'un camarade posant la question de la tactique du parti aux Antilles et de l'attitude des communistes vis-à-vis des « fronts » dans les luttes nationales.

« [...] 1) Une question posée implicitement par ta lettre touche à la nature de la révolution que nous attendons dans la région.

De ce point de vue, on peut sans doute dire qu'à l'échelle de l'Amérique centrale et des Antilles, l'heure n'est plus à la révolution bourgeoise, même si cette dernière a été faite bien mal, mais à la révolution prolétarienne, qui ne sera pas « pure » et devra prendre appui sur la lutte contre les restes importants de privilèges impérialistes de type colonial-esclavagiste.

C'est ainsi que les questions de l'indépendance et la question agraire peuvent être soulevées.

La tactique à suivre pour un parti prolétarien n'est donc pas celle de la révolution « double », comme Lénine la développe dans *Deux tactiques* mais celle de la révolution prolétarienne, comme nous l'abordons dans la réunion générale sur « La fin de la phase révolutionnaire bourgeoise dans le Tiers monde » (voir *Programme communiste*, n° 83).

2) Indépendamment du fait que le parti prolétarien nie par principe les fronts politiques (voir *L'Adresse* de mars 1850 reprise dans les articles parus dans *El-Oumami* n°s 1 et 2 sur « le parti ouvrier indépendant »), le problème d'une alliance avec d'autres forces se pose en termes non théoriques, mais pratiques, non programmatiques mais tactiques.

Il suffit pour qu'il y ait alliance de « frapper ensemble », ce qui n'implique nullement de « marcher ensemble » mais exige au contraire, dans la saine conception marxiste, de « marcher séparément ». Cela n'est donc concevable que dans la lutte pour certaines revendications comme la question agraire ou l'indépendance. La traduction tactique peut se faire de plusieurs manières, qui doivent être envisagées selon les circonstances et les forces en présence. Cela n'est nullement réglé d'avance.

L'attitude de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie dans la région est en général don-

née aujourd'hui par l'alignement des forces au Nicaragua ou au Salvador. Mais il n'est pas exclu qu'on puisse avoir dans les Antilles, et plus particulièrement dans les Antilles sous domination française, des circonstances « non générales », étant donné les conditions du mouvement dans des îles, les rapports avec l'impérialisme français (et non américain), la forte émigration en métropole, etc.

En d'autres termes, une certaine radicalisation de couches petites-bourgeoises, même urbaines, n'est nullement exclue en théorie. Seule l'étude, une étude conçue d'ailleurs en liaison avec le mouvement social, peut permettre de trancher à un moment donné cette question.

Raison de plus pour le parti d'avancer nettement sa critique des hésitations de ces couches et de leurs représentants politiques, et donc de porter la critique non seulement du point de vue du socialisme, mais aussi du point de vue des revendications bourgeoises non encore satisfaites ».

● Dans les QHS, la torture au quotidien

Nous publions ci-dessous un extrait d'un tract que nous avons reçu, rédigé par un participant à la grève de la faim qui s'est déroulée en janvier au QHS de Fresnes. Ce tract montre les conditions effroyables de détention dans les prisons.

« [...] Nos conditions de survie se présentent sous forme de la dépersonnalisation, désocialisation, déshumanisation. Cellule tombale de béton, double grille, doubles barreaux, couverts en plastique. La solitude est permanente. D'une part, isolement interne : nous sommes séparés des prisonniers « normaux », d'autre part aussi, isolement total, car au sein même du QHS nous ne nous voyons jamais. Quelle communication peut-on avoir lorsqu'on s'adresse à un interlocuteur qu'on ne voit jamais ? Lorsque pour lui parler on n'a d'autre ressource que de hurler à travers les grillages de la fenêtre ou de la cour ? Dialogue d'aveugles. Discours de zombies.

Les feuilles de cellules sont quotidiennes, les feuilles personnelles aussi ; corporelles, elles prennent parfois un caractère dégradant pour l'individu. Par l'isolement à tous les ni-

veaux, par l'abolition de toute vie sociale, par l'enfermement sous une dalle de fer et de béton, le QHS est torture pour nous jour par jour. Ce traitement peut durer des mois, et même des années pour briser les individus jugés rebelles, insoumis. Cet appareil de torture, d'oppression, s'exerce, contre nous, au moyen de la dépossession de nos capacités sensorielles, relationnelles, de la privation de notre maîtrise du temps et de l'espace. Ainsi on supprime tous les éléments avec lesquels se forge l'identité de l'individu. On cherche par ces moyens à obtenir des individus « blancs », des enveloppes vidées de leur contenu, inertes. Brutale, notre réalité quotidienne porte pour nom : volonté d'extermination !

Les conditions de détention, le fonctionnement du QHS sont réglés au moyen de notes internes de service allant sans cesse dans le sens de restrictions, et naviguant en plein dans le non-droit le plus absolu.

Nous demandons d'une part :

— que soit mis fin à cet arbitraire pseudo-juridique, qui sert à régir notre vie.

D'autre part, nos revendications concrètes sont :

— la fin de l'isolement total auquel nous sommes soumis, donc possibilité de partager les promenades, les séances TV avec un co-détenu,

— disparition des couverts en plastique, que nous mangions dans, avec des objets réservés à l'usage des humains,

— possibilité de recevoir des livres, lors des parloirs (comme c'est le cas pour tous les prisonniers. La « dangerosité », cette construction mentale de la bourgeoisie, se conjuguerait-elle avec l'analphabétisme ?),

— fin des brimades et des mesquineries d'une manière générale.

[...] Une solidarité large aussi est vitale, tant « dedans » que « dehors », sous les formes et modalités qu'il appartient aux individus et groupes de définir. Qu'elle soit l'arme qui nous unit les uns aux autres, par-delà les murs. Qu'elle soit une résistance commune par laquelle nous briserons toutes les barrières que l'ennemi de classe essaie de mettre entre nous.

Le 20-1-81

Jean-Paul GERARD (698-795 QHS)

1, av. de la Division-Leclerc, 94 Fresnes. »

Wie du Partei

● Nouvelles publications

• Foyers de travailleurs immigrés :

Enseignements de six années de lutte

C'est une publication conjointe des séries « Le Proletaire » et « El-Oumami ». Elle résume les leçons de la lutte des foyers pour les prolétaires combattifs qui se posent la question des revendications et des méthodes de lutte et d'organisation de la lutte à partir des besoins immédiats de la classe.

Elle montre le caractère prolétarien de la lutte des travailleurs immigrés et met en relief la valeur de la plate-forme revendicative, de l'union de 24 nationalités et de la création d'un comité de coordination.

Elle analyse l'attitude des appareils syndicaux et le jeu des différentes forces opportunistes vis-à-vis de cette lutte authentiquement ouvrière, et met en évidence le besoin d'un front de lutte prolétarien pour les contrer.

Elle tente enfin de cerner les limites de la lutte des foyers et d'indiquer comment les surmonter pour renforcer les luttes à venir. Et ceci dans le domaine de l'établissement de liens entre travailleurs, de l'organisation de la lutte et de sa direction et de la conduite de la lutte elle-même. C'est un point sur lequel nous reviendrons dès que possible dans ces colonnes (Brochure *Le Proletaire/El Oumami* n° 14, 38 pages, prix : 4 F).

Contre la farce électorale, pour la lutte de classe ! pour la révolution !

Cette courte brochure est destinée à opposer dans la campagne électorale qui s'ouvre la perspective communiste et révolutionnaire à la politique électorale et réformiste.

Elle commence par la critique des « quatre grands » de la politique impérialiste française en montrant que le PS et le PC sont bien l'aile gauche de la bourgeoisie impérialiste.

Elle dénonce ensuite le suivisme de l'« extrême gauche » soixante-huitarde, et montre les insuffisances, les limites et même le caractère opportuniste de certaines réactions à

cet aplatissement devant le réformisme : les réactions de type « doctrinaire », « anti-orgas », « autonome » et « terroriste ».

La dernière partie est consacrée à la perspective de la révolution communiste et de sa préparation, qui exige la construction du « parti puissant et compact » dont a besoin la révolution pour vaincre. Elle trace enfin pour l'immédiat des orientations d'action pratique pour regrouper et entraîner les forces de classe à partir des luttes immédiates : riposte à l'offensive capitaliste, organisation de la classe, défense de ses conditions de lutte, riposte à l'offensive bourgeoise, lutte contre le militarisme et contre les préparatifs de guerre, lutte contre l'oppression impérialiste, solidarité internationale des travailleurs (Brochure *Le Proletaire* n° 15, 20 pages, prix : 3 F).

● L'activité du Parti en Grèce

Cela fait deux ans désormais que nos camarades grecs diffusent la voix du parti dans leur pays au moyen d'un organe régulier, *Kommounistikò programma*. Le n° 4, à 48 pages, contient deux articles théoriques (sur les guerres bourgeoises et le mythe de l'agresseur, et sur « Marxisme et classes moyennes ») ; deux articles polémiques sur le Parti du Travail d'Albanie et sa prétendue « lutte contre le révisionisme moderne », et sur l'Autonomie et sa caricature grecque ; enfin deux grandes rubriques, l'une consacrée à la Gauche communiste d'Italie et aux Conditions d'admission à la III^e Internationale (avec des documents de l'époque, notamment le Programme de Livourne), l'autre aux origines réformistes du PC de Grèce.

Ce numéro réalise un juste équilibre entre l'aspect théorique et programmatique de notre combat et son aspect critique et polémique, dans un pays qui manque de solides traditions classistes et révolutionnaires, et où se reflètent les courants politiques fondamentaux du reste du continent, ce qui nous impose une intense activité de clarification et de polémique militante.

On sait que la réintégration de la Grèce dans l'OTAN, son entrée dans le Marché Commun, et l'aggravation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière (inflation, chômage, licenciements) ont provoqué ces derniers temps une série de mouvements qui ont culminé avec les heurts sanglants de la mi-novembre 1980, à l'occasion de l'anniver-

saire de la révolte du « Polytechnikon » en 1973 et de la chute du régime des colonels qui s'en est suivie.

Notre petit groupe de camarades s'est distingué dans ces circonstances par la clarté et la rigueur de ses prises de position, à l'opposé du démocratisme, du pacifisme et du nationalisme plus ou moins explicite de toutes les formations de « gauche » et même d'« extrême gauche ». Ces dernières n'ont pas seulement désarmé politiquement les prolétaires et les éléments d'origine petite-bourgeoise instinctivement poussés à se battre aux côtés des ouvriers : elles les ont conduits à la manifestation sans la moindre préparation pratique, les laissant désarmés face au bloc aguerri des forces de l'ordre, qui ont pu déchaîner leur œuvre de répression (deux morts, d'innombrables blessés et personnes arrêtées) et surtout d'intimidation.

C'est sur ces deux aspects, d'ailleurs constants dans l'histoire de l'opportunisme de droite comme de « gauche », que se sont arrêtés les tracts diffusés par nos camarades avant et après les événements. L'écho qu'ils ont obtenu, dans un cercle restreint mais politiquement avancé, ouvre une perspective à notre propagande, que nous ne mesurons pas à l'aune de « succès » immédiats et superficiels, mais dont nous attendons qu'elle trace un sillon durable.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 5

Permanence Paris : 10 F ; Un lecteur : 15 F ; Réunion publique : 100 F ; Enseignements : 120 F.

« Solidarité Algérie » : Des lecteurs : 150 F, 196 F, Marseille : 500 F.

TOTAL 1.091 F

TOTAL PRECEDENT 31.417 F

TOTAL GENERAL 32.508 F

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente le 2^e samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 h à 12 h.

• A Besançon : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, devant le Suma de Planoise, avenue de Franche-Comté.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

• Grenoble : vente au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, dimanche tous les quinze jours, soit les 15 et 29 mars, 12 et 26 avril, etc.

• Au Havre : vente au marché d'Harfleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois.

• Au Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

• A Laval : vente sur le marché de la Cathédrale le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : 17, rue René-Leynaud, Lyon 1^{er}, dans la cour, 2^e porte à gauche, les samedis 14 et 28 février, de 14 h à 16 h ; vente au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, dimanche tous les quinze jours, soit les 15 et 29 mars, 12 et 26 avril, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Tallensac, de 10 h 30 à 11 h 30.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 4^e samedi du mois.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente au marché (face à la poste), de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois.

• A Strasbourg : vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1^{er} et le 3^e samedi du mois.

• A Toulon : vente au marché du cours L-Blanc à La Seyne-sur-Mer, dimanche tous les quinze jours, soit les 8 et 22 mars, 5 et 19 avril, etc.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sernin, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, de 11 h à 12 h.

• A Valence : vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourges-Valence, place de la Liberté, soit les 8 et 22 mars, 5 et 19 avril, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 h à 12 h, 12, rue du Pont, atelier au Rez sup.

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 12, rue du Pont,
1003 LAUSANNE